



Tous dans la rue vendredi 24 janvier pour le retrait du projet de loi, unis et déterminés !

les organisations syndicales toutes catégories de l'AFP - CGT, SNJ, SUD, FO, et CFE-CGC – appellent l'ensemble du personnel travaillant en France à faire grève le vendredi 24 janvier de 8h à 20h pour exiger le retrait de la réforme des retraites et à participer massivement aux différentes manifestations prévues à travers tout le pays.

Après 47 jours de grèves dans toute la France, le président Macron et son Premier ministre s'entêtent à vouloir casser notre système de retraite solidaire.

Alors que se profile la présentation du projet en conseil des ministres le vendredi 24 janvier, il est crucial de poursuivre et amplifier la mobilisation, - soutenue par une majorité de Français -- jusqu'à la victoire, c'est-à-dire le retrait.

Rappelons qu'aujourd'hui **plus de deux Français sur trois soutiennent toujours la mobilisation.**

Jamais un projet de réforme n'aura suscité un tel rejet de la part des salariés. Face à ce mouvement qui rentrera dans son 51ème jour vendredi, le gouvernement joue l'enlèvement.

L'intersyndicale nationale CGT, FO, Solidaires, FSU, CFE-CGC, Unef et UNL s'oppose fermement à une réforme du système qui passerait du principe de solidarité et d'une juste répartition à celui de la capitalisation.

- La retraite par répartition repose sur un système de solidarités intergénérationnelles. Les cotisations prélevées sur les salaires sont immédiatement reversées aux retraités sous forme de pensions.

C'est donc un circuit de financement très sûr : les sommes cotisées ne transitent pas par les marchés financiers et échappent ainsi à ses aléas.

Que cette richesse créée échappe aux intérêts privés et soit gérée par les salariés est insupportable pour le gouvernement Macron, qui souhaite ouvrir cette manne financière (314 milliards d'euros) aux assurances privées et aux marchés financiers.

Notre retraite n'est pas un jeu de hasard. Le taux de pension ne peut être pensé comme une loterie !

Au nom du marché, on remet en cause le principe de solidarité qui fait la force de la protection sociale en France.

Tout ce qui touche aux questions sociales, ou à la santé, est désormais considéré comme une dépense qu'il faut réduire.

Le projet présenté par le gouvernement vise à nous faire travailler plus longtemps, avec une pension aléatoire en fonction d'une valeur de point fluctuante. C'est une gestion individualisée des retraites visant à opposer les professions entre elles.

Aujourd'hui, les périodes liées aux aléas de la vie ou d'inactivité subies (chômage, maladie, maternité, temps partiel, invalidité...) entrent dans le décompte des trimestres. Demain, avec une retraite à points, ces périodes ne généreront plus de droits. Elles seraient en partie financées par l'impôt.

On passe ainsi de droits acquis et dus à tous, à des aides sociales pouvant être plafonnées ou soumises à conditions de ressources et fluctuer.

Dans une société où les inégalités ont explosé, les fondements solidaires de la Sécurité sociale doivent plus que jamais être défendus.

La "retraite Macron", c'est l'assurance d'un recul généralisé, mais plus dramatique encore pour les femmes, les précaires (dont les journalistes rémunérés à la pige) et ceux qui ont connu des accidents de parcours ou des interruptions de carrière – les salariés fragilisés ou malmenés par la Vie - .

L'intersyndicale nationale réclame le retrait du projet de réforme de la retraite par points et demande l'ouverture de négociations constructives afin d'améliorer le régime actuel pour tous les secteurs professionnels et toutes les générations.

Afin d'aider financièrement les salariés en grève depuis plusieurs semaines nous vous invitons à vous faire rembourser votre pass Navigo et à reverser la somme dans les caisses de solidarités.

La manifestation Parisienne partira de la place de la république à 11h

Paris le 23 janvier

